

DÉLIBÉRATIONS



Le 23 février 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 février 2024



3 RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°216 – 841 du 24 juin 2016 précise que, pour les C.C.A.S. des communes de plus de 10 000 habitants, l'examen du budget primitif doit être précédé d'un débat de l'assemblée délibérante effectué sur la base d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB), qui doit présenter les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses ainsi que la structure et la gestion de la dette. Il doit également présenter certains indicateurs sur les ressources humaines : les effectifs, les rémunérations, les avantages en nature et le temps de travail.

Le ROB constitue la première étape de la préparation annuelle du budget primitif pour le C.C.A.S. de Rouen. Il permet aux membres du Conseil d'Administration de débattre sur l'évolution des finances du C.C.A.S. lors d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), qui doit réglementairement se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget primitif (article L.2312-1 du CGCT).

DÉLIBÉRATIONS

Il permet aussi d'aborder le contexte général d'élaboration du projet de budget pour 2024. La préparation du budget prévisionnel est conditionnée par des facteurs externes liés aux conditions économiques générales et aux divers financeurs du C.C.A.S., en premier lieu la Ville. Le ROB permet également de présenter une rétrospective des exercices précédents.

Le Débat d'Orientations Budgétaires constitue une formalité substantielle au vote du budget primitif et est une condition au respect du droit d'information des Administrateurs du C.C.A.S. de Rouen.

Ledit Rapport d'Orientations Budgétaires est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312.1, L.2311.3 et R.2311.9,

VU le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de débattre sur les orientations budgétaires dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend connaissance des orientations budgétaires 2024 telles que proposées dans le rapport joint en annexe de la présente délibération

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


 Vanessa RAPI TEAU
 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.